

2

ÉDITORIAL

Après l'accord de l'Eurogroupe, le plus difficile reste à faire

3-4

REVUE DES MARCHÉS

L'évolution hebdomadaire des marchés (change, bourse, taux, matières premières, etc.).

5

BAROMÈTRE

L'analyse des principales données économiques d'un pays et de l'écart par rapport au consensus.

6

SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

Les principales prévisions économiques et financières.

7-8

CALENDRIER

Les principaux indicateurs de la semaine passée et les plus attendus de la semaine à venir.

9

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les derniers articles, graphiques commentés, vidéos et podcasts des Etudes économiques.

APRÈS L'ACCORD DE L'EUROGROUPE, LE PLUS DIFFICILE RESTE À FAIRE

Les pays de l'Eurogroupe sont parvenus à un accord portant sur 500 milliards d'euros supplémentaires - 4,2% du PIB de la zone euro - pour atténuer l'impact économique immédiat de la pandémie de Covid-19. Trois outils seront utilisés : le programme SURE pour soutenir temporairement les filets de sécurité nationaux, la BEI qui garantit des prêts aux entreprises - en particulier les PME - et un soutien via le Mécanisme de stabilité européen. Les travaux sur la création d'un fonds de relance pour dynamiser les investissements européens se poursuivront. Toute la difficulté sera de s'entendre sur son financement.

De nombreuses heures de négociation ont été nécessaires lors des deux visioconférences de cette semaine pour que l'Eurogroupe parvienne à un accord sur une puissance de feu supplémentaire de 500 milliards d'euros - environ 4,2 % du PIB de la zone euro - pour atténuer l'impact économique immédiat de la pandémie de Covid-19.

À cette fin, trois types d'outils seront mis en œuvre. Tout d'abord, le programme SURE (Support to mitigate Unemployment Risks in Emergency), instrument européen temporaire de soutien aux mesures prises par les États - allocations chômage, aide aux entreprises -, apportera une aide de 100 milliards d'euros aux pays les plus touchés. La Banque européenne d'investissement (BEI) créera un bouclier paneuropéen pour garantir 200 milliards d'euros de prêts, aux PME en particulier. C'est très important car, en raison de leur taille, beaucoup de PME sont structurellement moins diversifiées, tant en termes de produits et de services, que géographiquement. En outre, elles représentent les deux tiers des emplois du secteur privé en Europe¹ et jouent un rôle de premier plan dans la création de nouveaux emplois. Enfin, un « Pandemic Crisis Support » a été mis en place pour l'équivalent de 2 % du PIB des États membres, soit près de 240 milliards d'euros. Il sera mis à la disposition de tous les membres du MSE (Mécanisme de Stabilité Européen). Mario Centeno, Président de l'Eurogroupe a déclaré que : « *tout État membre de la zone euro affecté par la crise du COVID-19 devrait être en mesure d'identifier les dépenses directement ou indirectement liées aux soins de santé, aux traitements et à la prévention représentant 2 % du PIB* ». ² Cette déclaration montre qu'il s'attend à ce que les membres du MES soient nombreux à faire une demande de fonds. Cela évitera tout sentiment de stigmatisation mais aura également un impact macroéconomique accru. Les conditions à respecter pour pouvoir bénéficier de ces fonds avaient été un point d'achoppement dans les négociations, mais un accord a été trouvé. La seule condition retenue est que les subsides soient utilisés pour « *soutenir le financement interne des coûts directs et indirects liés aux soins de santé, à la guérison et à la prévention liés au Covid-19* ».

Au-delà de ces mesures d'aide destinées à faire face à la pandémie, il faudra aussi que la politique budgétaire stimule la croissance car la reprise, une fois le confinement terminé, devrait être graduelle et très inégale : le confinement sera probablement levé progressivement, les entreprises attendront d'avoir une meilleure visibilité avant de recommencer à investir, tandis que les ménages, confrontés à un marché du

travail difficile, resteront également prudents. Une relance budgétaire implique une émission de dette et, à terme, le risque d'une hausse des rendements obligataires et des spreads par rapport à l'Allemagne, bien que le programme d'assouplissement quantitatif (QE) de la BCE et son programme d'achats d'urgence pour faire face à la pandémie (*Pandemic Emergency Purchase Programme*) devraient limiter ces effets.

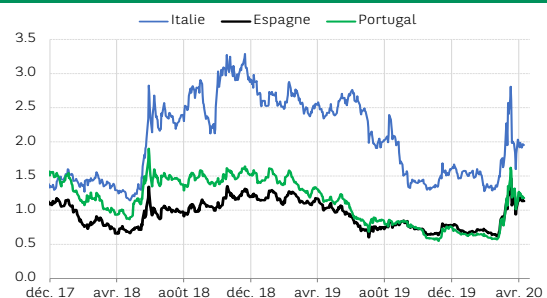
Une initiative financée conjointement pour stimuler la croissance est une autre façon de traiter l'impact potentiel de la pandémie sur les coûts de financement des pays dont la dette publique est déjà élevée par rapport à leur PIB. Cependant, bien que cela ait un sens sur le plan économique, politiquement c'est clairement difficile à mettre en œuvre.

Le président de la zone euro, M. Centeno, a déclaré que le prochain budget de l'UE sera un élément-clé de la stratégie de l'UE après le confinement. Il ne faut cependant pas oublier qu'il y a quelques semaines, un accord sur le cadre financier pluriannuel de l'UE pour les années 2021-2027 n'a pu être trouvé. Renforcer les mesures pour stimuler de manière significative la croissance rend cette entreprise encore plus difficile. Il a été finalement convenu de poursuivre les travaux sur un fonds de relance « *qui permettrait de dynamiser les investissements européens dont nous aurons besoin pour bâtir une économie numérique meilleure, plus verte, plus résiliente et plus dynamique* ».

Cependant, le fait que certains membres soient d'avis que le financement devrait provenir de l'émission de titres de créance communs, alors que d'autres préconisent des solutions de rechange, nous rappelle le défi de parvenir à une entente.

William De Vijlder

RENDEMENT DES OBLIGATIONS D'ÉTAT À 10 ANS, ÉCART PAR RAPPORT À L'ALLEMAGNE



SOURCES : DATASTREAM, BNP PARIBAS

Le principal défi de la mise en place d'un fonds de relance sera de s'entendre sur son financement et s'il y aura partage des risques.



REVUE DES MARCHÉS

VUE D'ENSEMBLE

Semaine du 3-4-20 au 9-4-20

➔ CAC 40	4 155	▶ 4 507	+8.5 %
➔ S&P 500	2 489	▶ 2 790	+12.1 %
↘ Volatilité (VIX)	46.8	▶ 41.7	-5.1 pb
↘ Libor \$ 3m (%)	1.39	▶ 1.31	-7.6 pb
➔ OAT 10a (%)	0.02	▶ 0.07	+4.3 pb
➔ Bund 10a (%)	-0.44	▶ -0.35	+9.1 pb
➔ US Tr. 10a (%)	0.59	▶ 0.72	+13.4 pb
➔ Euro vs dollar	1.08	▶ 1.09	+1.3 %
➔ Or (once, \$)	1 619	▶ 1 682	+3.9 %
↘ Pétrole (Brent, \$)	34.2	▶ 31.7	-7.3 %

Taux d'intérêt (%)

\$ FED	0.25	1.75 le 01/01	0.25 le 16/03
Libor 3m	1.31	1.91 le 01/01	0.74 le 12/03
Libor 12m	1.05	2.00 le 01/01	0.74 le 09/03
£ Bque Angl	0.10	0.75 le 01/01	0.10 le 19/03
Libor 3m	0.68	0.80 le 08/01	0.38 le 11/03
Libor 12m	0.84	0.98 le 01/01	0.52 le 11/03

Au 9-4-20

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Rendements (%)

€ Moy. 5-7a	0.29	0.72 le 18/03	-0.28 le 04/03
Bund 2a	-0.63	-0.58 le 14/01	-1.00 le 09/03
Bund 10a	-0.35	-0.17 le 19/03	-0.84 le 09/03
OAT 10a	0.07	0.28 le 18/03	-0.42 le 09/03
Corp. BBB	2.21	2.54 le 24/03	0.65 le 20/02
\$ Treas. 2a	0.22	1.59 le 08/01	0.21 le 03/04
Treas. 10a	0.72	1.91 le 01/01	0.50 le 09/03
High Yield	8.80	11.29 le 23/03	5.44 le 21/02
£ Gilt. 2a	0.06	0.61 le 08/01	0.00 le 23/03
Gilt. 10a	0.27	0.83 le 01/01	0.17 le 09/03

Au 9-4-20

TAUX DE CHANGE

1€ =		+haut 20		+bas 20		2020
USD	1.09	1.14 le 09/03		1.07 le 20/03		-2.6%
GBP	0.88	0.94 le 23/03		0.83 le 18/02		+3.5%
CHF	1.06	1.09 le 01/01		1.05 le 19/03		-2.8%
JPY	118.69	122.70 le 16/01		117.01 le 01/04		-2.7%
AUD	1.73	1.87 le 23/03		1.60 le 01/01		+8.6%
CNY	7.72	7.94 le 09/03		7.55 le 19/02		-1.3%
BRL	5.53	5.72 le 03/04		4.51 le 02/01		+22.4%
RUB	80.18	87.95 le 30/03		67.75 le 10/01		+15.0%
INR	83.45	84.60 le 09/03		77.21 le 17/02		+4.2%

Au 9-4-20

Variations

MATIÈRES PREMIÈRES

Prix spot, \$		+haut 20		+bas 20		2020	2020(€)
Pétrole, Brent	31.7	69.1 le 06/01		22.6 le 31/03		-52.1%	-50.9%
Or (once)	1 682	1 682 le 09/04		1 475 le 19/03		+10.6%	+13.5%
Métaux, LME	2 341	2 894 le 20/01		2 232 le 23/03		-17.7%	-15.5%
Cuivre (tonne)	4 993	6 270 le 14/01		4 625 le 23/03		-18.8%	-16.7%
CRB Aliments	292	341.5 le 21/01		292 le 09/04		-13.7%	-11.5%
Blé (tonne)	210	2.4 le 21/01		195 le 16/03		-8.2%	-5.8%
Maïs (tonne)	125	1.5 le 23/01		123 le 06/04		-16.6%	-14.4%

Au 9-4-20

Variations

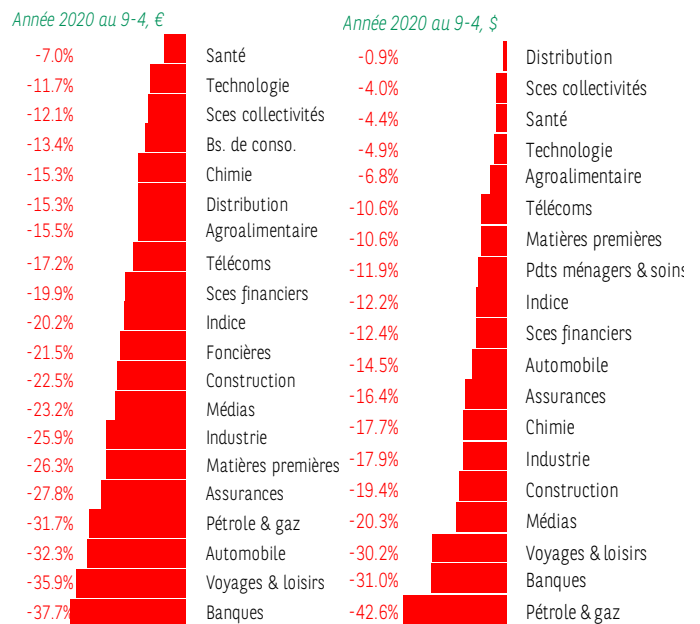
INDICES ACTIONS

	Cours	+haut 20		+bas 20		2020
Monde						
MSCI Monde	1 971	2 435 le 12/02		1 602 le 23/03		-16.4%
Amérique du Nord						
S&P500	2 790	3 386 le 19/02		2 237 le 23/03		-13.6%
Europe						
EuroStoxx50	2 893	3 865 le 19/02		2 386 le 18/03		-22.8%
CAC 40	4 507	6 111 le 19/02		3 755 le 18/03		-24.6%
DAX 30	10 565	13 789 le 19/02		8 442 le 18/03		-20.3%
IBEX 35	7 071	10 084 le 19/02		6 107 le 16/03		-26.0%
FTSE100	5 843	7 675 le 17/01		4 994 le 23/03		-22.5%
Asie Pacifique						
MSCI, loc.	835	1 034 le 20/01		743 le 23/03		-17.1%
Nikkei	19 346	24 084 le 20/01		16 553 le 19/03		-18.2%
Emergents						
MSCI Emergents (\$)	888	1 147 le 17/01		758 le 23/03		-20.4%
Chine	78	90 le 13/01		69 le 19/03		-8.1%
Inde	429	609 le 17/01		353 le 23/03		-22.5%
Brésil	1 285	2 429 le 02/01		1 036 le 23/03		-32.0%
Russie	594	857 le 20/01		419 le 18/03		-14.5%

Au 9-4-20

Variations

PERFORMANCE PAR SECTEUR (Eurostoxx50 & S&P500)

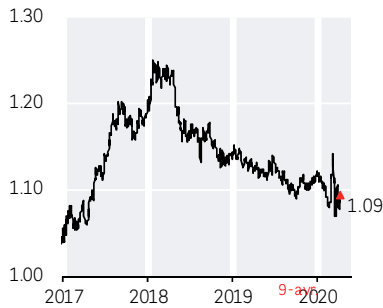


SOURCE : THOMSON REUTERS

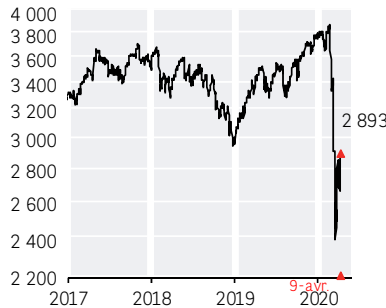


REVUE DES MARCHÉS

EURO-DOLLAR



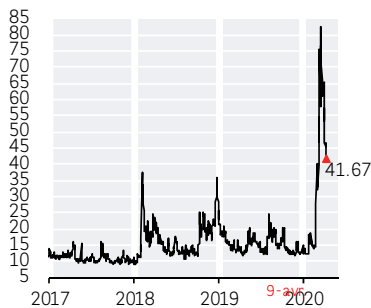
EUROSTOXX50



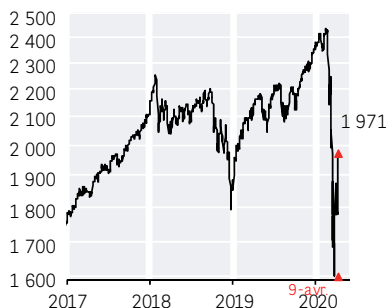
S&P500



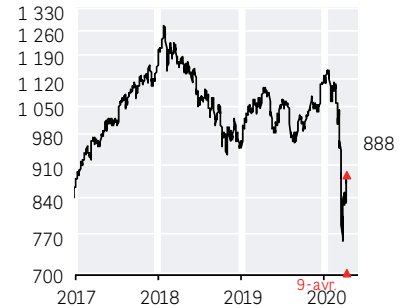
VOLATILITÉ (VIX, S&P500)



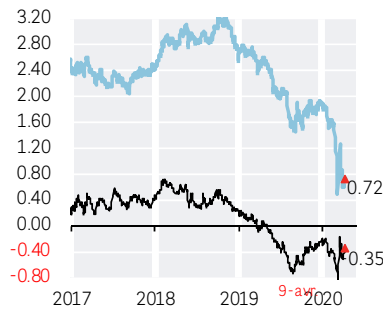
MSCI MONDE (USD)



MSCI ÉMERGENTS (USD)

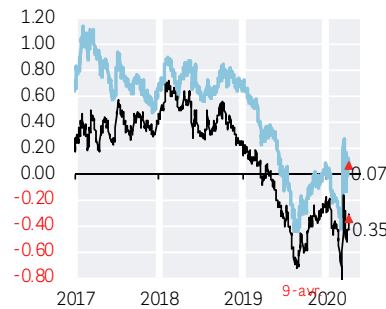


RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS, TREASURIES VS BUND



—Bunds —Bons du Trésor américain (Treasuries)

RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS



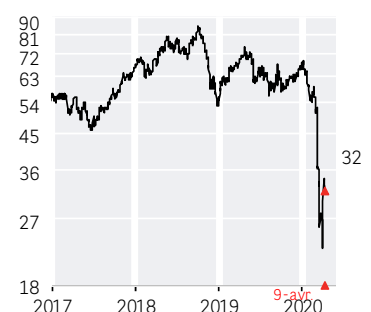
—Bunds —OAT

RENDEMENT OBLIGATAIRE À 10 ANS & SPREADS

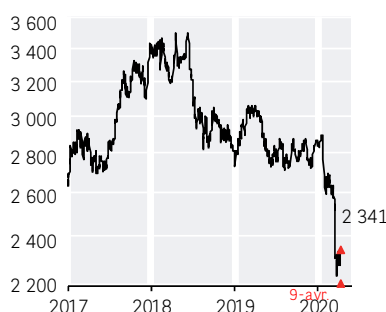
Année 2020 au 9-4, €

2.31%	Grèce	265 pb
1.61%	Italie	195 pb
0.83%	Portugal	117 pb
0.19%	Belgique	53 pb
0.08%	Finlande	42 pb
0.07%	Irlande	41 pb
0.07%	France	41 pb
0.06%	Autriche	40 pb
0.06%	P-Bas	20 pb
-0.14%	Allemagne	

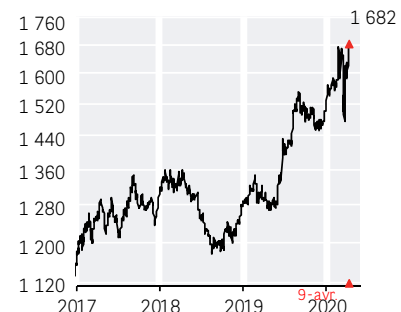
PÉTROLE (BRENT, USD)



MÉTAUX (LMEX, USD)



OR (ONCE, USD)



SOURCE : THOMSON REUTERS



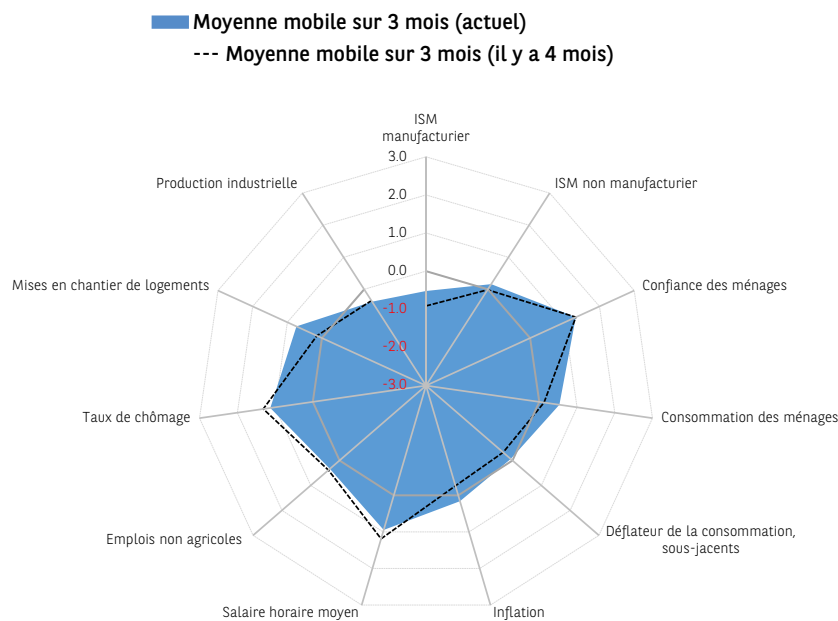
ÉTATS-UNIS : PREMIERS SIGNES DE DÉCROCHAGE

Comme dans de nombreux pays, la population et l'économie des Etats-Unis payeront un lourd tribut à l'épidémie de coronavirus. La progression de la maladie, qui semblait un temps s'infléchir, accélérât à nouveau au moment d'écrire ces lignes (plus de 30 000 nouveaux cas recensés par jour). L'activité donnait, quant à elle, ses premiers signes de décrochage. Bien que non perceptibles sur cette cartographie (qui lisse les indices de conjoncture sur 3 mois), ces derniers annoncent une chute historique du PIB américain au deuxième trimestre de 2020 (cf. tableau des prévisions mises à jour).

Les symptômes de paralysie les plus évidents ont été recensés sur le marché du travail. Les deux dernières semaines de mars ont ainsi enregistré l'équivalent d'une année complète de demandes d'indemnités chômage, soit un peu plus de 10 millions. L'emploi non agricole a chuté de 700 000 postes sur ce même mois de mars, ce qui est presque un record, alors même que l'économie tournait encore à peu près normalement les quinze premiers jours.

Jean-Luc Proutat

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS



SOURCES : THOMSON REUTERS, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-cores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue entre -3 et 3 la plupart du temps. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions des 4 mois précédents (pointillés) : un élargissement de la zone bleue indique une amélioration.



SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

6

ÉTATS-UNIS

• L'économie est de plus en plus impactée par la propagation du coronavirus et les inquiétudes se renforcent concernant une hausse du taux de chômage, qui pèserait sur les dépenses de consommation. C'est ce qui explique les mesures très importantes prises par la Réserve fédérale et celles annoncées par l'Administration américaine. À l'évidence, les perspectives à court terme dépendent de la manière dont l'épidémie va évoluer. Une fois le pic passé, les mesures adoptées jusqu'à présent seront déterminantes pour soutenir la reprise de la demande et de l'activité.

CHINE

• L'épidémie de coronavirus a constitué un très sévère choc de demande et d'offre. L'activité économique s'est effondrée sur les deux premiers mois de l'année (production industrielle : -14% en glissement annuel, exportations : -18%, ou ventes au détail : -24%), et nous avons révisé fortement à la baisse notre prévision de croissance pour 2020. La reprise de l'activité a déjà commencé, mais devrait rester très graduelle dans les prochains mois. Depuis le début de l'épidémie, la banque centrale et le gouvernement ont nettement multiplié les mesures de soutien visant à aider les entreprises et à stimuler la demande interne. En revanche, l'ampleur du redressement à court terme sera limitée par les répercussions de la crise sanitaire et économique qui s'étend dans le reste du monde.

ZONE EURO

• L'impact massif de l'épidémie de coronavirus se fait de plus en plus sentir sur les données relatives à l'activité et à la demande, suite aux mesures de confinement adoptées, mais aussi sur celles concernant la confiance et les anticipations des entreprises. Le premier semestre sera significativement affecté, l'importance de l'impact étant, toutefois, fonction du moment où l'épidémie sera maîtrisée. D'après les enseignements que l'on peut tirer de l'expérience chinoise, le second semestre devrait enregistrer une amélioration, portée par les mesures de soutien massives adoptées. Les prévisions dépendent entièrement du scénario pris pour hypothèse.

FRANCE

• Une contraction importante du PIB est désormais attendue au 1er semestre 2020 suite à la propagation de l'épidémie de Covid-19 et aux mesures de confinement mises en place. Si le choc récessif devrait être temporaire, le profil de la reprise qui devrait s'ensuivre reste incertain. Les mesures budgétaires et financières de soutien annoncées par le gouvernement et celles, sur le front monétaire, de la BCE visent, d'une part, à limiter autant que possible le choc et, d'autre part, à mettre en place les conditions d'un retour à la normal le plus rapide possible. C'est ce sur quoi nous tablons mais les risques sont à la baisse. L'inflation devrait également être impactée négativement, notamment sous l'effet de la chute des prix du pétrole.

TAUX & CHANGES

• Aux États-Unis, la Réserve fédérale a pris, sur plusieurs réunions, toute une panoplie de mesures en vue d'injecter des liquidités dans le système financier et de faciliter le financement des entreprises. Le taux des Fed funds a été abaissé à la borne zéro et le programme d'assouplissement quantitatif (« QE ») a été relancé. Il faut s'attendre à des mesures supplémentaires en cas d'aggravation de la situation économique et de la liquidité. Les rendements des Treasuries ont nettement baissé, traduisant un mouvement de fuite vers les valeurs refuges, mais tout en affichant une forte volatilité. Compte tenu de la nature temporaire de l'épidémie de coronavirus et des mesures de relance budgétaire, les rendements devraient finir par remonter, mais le moment précis où cela se concrétisera reste totalement incertain.

• Dans la zone euro, la BCE a pris des mesures considérables pour injecter des liquidités. Elle a, en effet, décidé de lancer un programme temporaire d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme,

PEPP), d'élargir la gamme des actifs éligibles dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur des entreprises (CSPP) aux papiers commerciaux non financiers et d'assouplir les normes de garantie moyennant l'ajustement des principaux paramètres de risques du dispositif de garanties. D'autres décisions pourraient être prises si les circonstances l'exigent. Ces mesures devraient également permettre de contenir les spreads souverains. Les rendements des obligations évolueront dans une très large mesure en fonction de leurs homologues américains et, par conséquent, sur le court terme, en fonction des nouvelles sur l'épidémie. La Banque du Japon (BoJ) a maintenu son taux directeur inchangé, mais elle a décidé de doubler les rachats de fonds négociés en Bourse (ETF) et les rachats de fonds communs immobiliers japonais (J-REITS). Elle a aussi augmenté son objectif de rachats d'obligations d'entreprises. Les préoccupations grandissantes entourant l'impact économique mondial du coronavirus ont entraîné de fortes chutes des marchés actions et déclenché une demande de liquidité, en particulier en dollars. Dans ce contexte, le dollar a joué le rôle de monnaie refuge et s'est apprécié.

CROISSANCE ET INFLATION

%	Croissance du PIB ***			Inflation		
	2019	2020 e	2021 e	2019 e	2020 e	2021 e
États-Unis	2.3	-5.7	4.9	1.6	1.2	2.2
Japon	0.7	-4.2	0.4	0.5	-0.2	-0.2
Royaume-Uni	1.4	-6.7	8.9	1.8	0.7	1.7
Zone euro	1.2	-8.3	8.0	1.2	0.2	1.2
Allemagne	0.6	-6.4	6.7	1.4	0.5	1.4
France	1.3	-7.1	7.0	1.3	0.3	1.3
Italie	0.2	-12.1	10.2	0.6	-	-
Chine	6.1	1.5	9.5	2.9	3.1	2.0
Inde*	6.1	2.7	5.2	4.7	3.5	4.0
Brésil	1.1	-4.0	4.0	3.7	3.6	3.5
Russie	1.3	-2.5	3.2	4.3	3.3	3.5

Source : BNP Paribas (e: Estimations, prévisions)

* Année budgétaire du 1er avril de l'année t au 31 mars de l'année t+1

*** Mise à jour le 09/04/2020

SOURCE : BNP PARIBAS RECHERCHE ECONOMIQUE (E: ESTIMATIONS ET PRÉVISIONS)
*ANNÉE FISCALE 1^{er} AVRIL DE L'ANNÉE N AU 31 MARS DE L'ANNÉE N+1

TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE CHANGE

Taux d'intérêt, %	2019		2020				2018	2019	2020e
	T3	T4	Spot (09/04/2020)	T2e	T3e	T4e			
Fin de période									
Fed Funds	2.00	1.75	0.25	0.25	0.25	0.25	2.50	1.75	0.25
E-Unis (borne supérieure)									
Treas. 10a	1.67	1.92	0.61	0.80	1.00	1.25	2.69	1.92	1.25
Z. euro Taux de dépôt	-0.50	-0.50	-0.50	-0.50	-0.50	-0.50	-0.50	-0.50	-0.50
Bund 10a	-0.57	-0.19	-0.44	-0.50	-0.30	-0.20	0.25	-0.19	-0.20
OAT 10a	-0.28	0.08	0.01	-0.15	0.00	0.05	0.71	0.08	0.05
BTP 10 ans	0.83	1.32	1.48	1.90	1.20	1.10	2.77	1.32	1.10
BONO 10 ans	0.15	0.47	0.71	0.50	0.50	0.50	1.42	0.47	0.50
R-Uni Taux BoE	0.75	0.75	0.10	0.10	0.10	0.10	0.75	0.75	0.10
Gilt 10a	0.40	0.83	0.29	0.55	0.85	0.90	1.27	0.83	0.90
Japon Taux BoJ	-0.06	-0.05	-0.02	-0.10	-0.10	-0.10	-0.07	-0.05	-0.10
JGB 10a	-0.22	-0.02	-0.01	0.00	0.00	0.05	0.00	-0.02	0.05

Source : BNP Paribas GlobalMarkets (e: prévisions), Mise à jour le 20/03/2020

Taux de change	2019		2020				2018	2019	2020e
	T3	T4	Spot (09/04/2020)	T2e	T3e	T4e			
Fin de période									
USD EUR / USD	1.09	1.12	1.09	1.12	1.15	1.17	1.14	1.12	1.17
USD / JPY	108	109	109	104	102	100	110	109	100
GBP / USD	1.23	1.32	1.23	1.27	1.32	1.34	1.27	1.32	1.34
USD / CHF	1.00	0.97	0.97	0.95	0.94	0.92	0.99	0.97	0.92
EUR EUR / GBP	0.89	0.83	0.88	0.88	0.87	0.87	0.90	0.83	0.87
EUR / CHF	1.09	1.09	1.06	1.06	1.08	1.08	1.13	1.09	1.08
EUR / JPY	118	122	118	117	117	117	125	122	117

Source : BNP Paribas GlobalMarkets (e: prévisions), Mise à jour le 09/04/2020

SOURCE : BNP PARIBAS GLOBAL MARKETS (E: ESTIMATIONS)



CALENDRIER ACTUALISÉ

7

DERNIERS INDICATEURS

Les données publiées cette semaine, et elles étaient peu nombreuses, montrent les effets de la pandémie sur l'économie. Au Japon, l'enquête Eco Watchers indique une baisse notable, tout comme la confiance des consommateurs. Aux États-Unis, le nombre de demandes d'assurance chômage a stagné contrairement à la semaine passée, mais le nombre absolu reste inédit et reflète la rapidité avec laquelle les entreprises licencient. Le sentiment de l'Université du Michigan chute par conséquent fortement cette semaine.

DATE	PAYS/ZONE	INDICATEUR	PÉRIODE	ACTUALISÉ	PRÉCÉDENT
07/04/2020	Japon	Indice avancé	Févr.	1,6	-0,4
07/04/2020	Allemagne	Production industrielle g.a.	Févr.	-1,2	-1,35
07/04/2020	États-Unis	Offres d'emploi (JOLTS)	Févr.	6 882K	6 963 K
08/04/2020	Japon	Commande de machines m/m	Févr.	2,3	2,9
08/04/2020	Japon	Enquête Eco Watchers	Mars	14,2	27,4
09/04/2020	Japon	Confiance des consommateurs	Mars	30,9	38,4
09/04/2020	États-Unis	Demandes initiales d'assurance chômage	Mars	6 606K	6 867K
09/04/2020	États-Unis	IPP sauf alimentation et énergie g.a.	Mars	1,4	1,4
09/04/2020	États-Unis	Sentiment de l'Université du Michigan	Avril	71	89,1
10/04/2020	Chine	IPP g.a.	Mars	-1,5	-0,4
10/04/2020	Chine	IPC g.a.	Mars	4,3	5,2
10/04/2020	États-Unis	IPC m/m	Mars	-0,1	0,2
10/04/2020	Chine	Croissance de l'encours	Mars	12,7	12,1

SOURCE: THOMSON REUTERS



CALENDRIER PRÉVISIONNEL

8

INDICATEURS À SUIVRE

La semaine prochaine sera importante avec la parution de plusieurs données pour la Chine - PIB du T1, exportations et importations, ventes au détail, etc. - qui permettront de mieux appréhender l'impact de la pandémie de coronavirus sur l'économie chinoise. C'est pour la même raison que les chiffres des nouvelles immatriculations dans plusieurs pays européens seront très attendus également. Enfin, aux États-Unis nous aurons des chiffres concernant le marché de l'immobilier ainsi que l'indice de la Fed de Philadelphie pour le mois d'avril.

DATE	PAYS/ZONE	INDICATEUR	PÉRIODE	PRÉCÉDENT
14/04/20	États-Unis	Confiance des petites entreprises (NFIB)	Mars	104,5
14/04/20	Chine continentale	Exportations g.a.	Mars	-17,2
14/04/20	Chine continentale	Importations g.a.	Mars	-4
15/04/20	France	IPC (norm. UE) final g.a.	Mars	0,7
15/04/20	États-Unis	Ventes au détail g.a.	Mars	4,35
15/04/20	États-Unis	Production industrielle m/m	Mars	0,6
15/04/20	États-Unis	Indice du marché immobilier (NAHB)	Avril	72
16/04/20	Allemagne	IPCH final g.a.	Mars	1,3
16/04/20	États-Unis	Permis de construire, évolution m/m	Mars	-6,3
16/04/20	États-Unis	Mises en chantier, évolution m/m	Mars	-1,5
16/04/20	États-Unis	Demandes initiales d'assurance-chômage	6 avril, w/e	
16/04/20	États-Unis	Indice de la Fed de Philadelphie	Avril	-12,7
17/04/20	Chine continentale	Investissements urbains, cumul annuel g.a.	Mars	-24,5
17/04/20	Chine continentale	Production industrielle g.a.	Mars	-13,5
17/04/20	Chine continentale	Ventes au détail g.a.	Mars	-20,5
17/04/20	Chine continentale	PIB g.a.	T1	6
17/04/20	Chine continentale	PIB t/t	T1	1,5
17/04/20	Chine continentale	PIB cumulé g.a.	T1	6,1
17/04/20	Chine continentale	Production industrielle cumulée g.a.	Mars	-13,5
17/04/20	Chine continentale	Ventes au détail cumulées g.a.	Mars	-21,09
17/04/20	Allemagne	Immatriculations m/m	Mars	-2,6
17/04/20	France	Immatriculations m/m	Mars	25
17/04/20	Royaume-Uni	Immatriculations m/m	Mars	-46,7
17/04/20	Italie	Immatriculations m/m	Mars	4,7
17/04/20	Zone euro	IPCH final g.a.	Mars	0,7
17/04/20	États-Unis	Evolution de l'indicateur avancé m/m	Mars	0,1



LES AUTRES PUBLICATIONS DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

9

France : récession historique	EcoTV Week	10 avril 2020
Covid-19 : mesures prises par les banques centrales, les gouvernements et les institutions internationales (mise à jour)	EcoFlash	9 avril 2020
Espagne : Mise en perspective des chiffres du chômage	EcoFlash	9 avril 2020
Maroc : la chute du tourisme, une menace pour l'économie	Graphique de la semaine	8 avril 2020
EcoPerspectives du 2e trimestre 2020	EcoPerspectives	7 avril 2020
Pandémie de Covid-19 et marché du travail	EcoWeek	3 avril 2020
Zone euro : la chute brutale de l'activité économique se confirme	EcoWeek	3 avril 2020
Covid-19 : de l'atténuation des conséquences à la stimulation de la croissance	EcoTV Week	3 avril 2020
Banques italiennes : la non-distribution de dividendes représenterait 4,1% de fonds propres bancaires supplémentaires	Graphique de la semaine	1 avril 2020
Covid-19 : mesures prises par les banques centrales, les gouvernements et les institutions internationales	EcoFlash	31 mars 2020
France : le climat des affaires en chute libre en mars	EcoWeek	27 mars 2020
La chute des données économiques confirme la nécessité des mesures de soutien fortes	EcoWeek	27 mars 2020
Déficit budgétaire français en 2019 : la barre des 3% est atteinte mais pas dépassée	EcoFlash	26 mars 2020
Les indices PMI confirment le plongeon de l'activité économique mondiale	Graphique de la semaine	25 mars 2020
Zone euro : un choc d'une ampleur sans précédent	EcoFlash	24 mars 2020
Face à l'arrêt brutal de l'économie mondiale, la politique économique agit coûte que coûte	EcoWeek	20 mars 2020
Allemagne : activité économique à l'arrêt au S1 2020 en raison du Covid-19	EcoWeek	20 mars 2020
Chine : contraction économique attendue au T1 2020	Graphique de la semaine	18 mars 2020
BCE : mesures ciblées et flexibilité des instruments	EcoFlash	16 mars 2020
Résistance de l'économie turque	EcoWeek	13 mars 2020
Faire face aux conséquences économiques du coronavirus dans l'attente de l'impulsion budgétaire	EcoWeek	13 mars 2020
Conséquences économiques de l'épidémie de covid-19 : incertitude omniprésente, reprise retardée	EcoFlash	12 mars 2020
Radioscopie de la croissance polonaise	EcoConjoncture	11 mars 2020
L'économie des crypto-« monnaies »	EcoConjoncture	11 mars 2020



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

William De Vijlder
Chef économiste

+33 1 55 77 47 31

william.devijlder@bnpparibas.com

ÉCONOMIES AVANCÉES ET STATISTIQUES

Jean-Luc Proutat

Responsable - Etats-Unis, Royaume-Uni

+33 1 58 16 73 32

jeanluc.proutat@bnpparibas.com

Hélène Baudchon

France - Marché du travail

+33 1 58 16 03 63

helene.baudchon@bnpparibas.com

Louis Boisset

Banque centrale européenne, synthèses conjoncturelles zone euro, Japon

+33 1 57 43 02 91

louis.boisset@bnpparibas.com

Frédérique Cerisier

Zone euro (gouvernance européenne et finances publiques), Espagne, Portugal

+33 1 43 16 95 52

frederique.cerisier@bnpparibas.com

Raymond Van Der Putten

Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse - Energie, climat - Projections à long terme

+33 1 42 98 53 99

raymond.vanderputten@bnpparibas.com

Tarik Rharrab

Statistiques

+33 1 43 16 95 56

tarik.rharrab@bnpparibas.com

ÉCONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon

Responsable

+33 1 42 98 56 54

laurent.quignon@bnpparibas.com

Laure Baquero

+ 33 1 43 16 95 50

laure.baquero@bnpparibas.com

Céline Choulet

+33 1 43 16 95 54

celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot

+ 33 1 40 14 30 77

thomas.humblot@bnpparibas.com

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure

Responsable - Argentine

+33 1 42 98 79 82

francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier

Adjointe - Grande Chine, Vietnam, Afrique du Sud

+33 1 42 98 56 27

christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby

Afrique francophone

+33 1 42 98 02 04

stephane.alby@bnpparibas.com

Stéphane Colliac

Turquie, Ukraine, Europe Centrale

+33 1 42 98 26 77

stephane.colliac@bnpparibas.com

Sara Confalonieri

Afrique lusophone et anglophone

+33 1 42 98 43 86

sara.confalonieri@bnpparibas.com

Pascal Devaux

Moyen-Orient, Balkans

+33 1 43 16 95 51

pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot

Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins

+33 1 42 98 33 00

helene.drouot@bnpparibas.com

Salim Hammad

Amérique latine

+33 1 42 98 74 26

salim.hammad@bnpparibas.com

Johanna Melka

Inde, Asie du Sud, Russie, CEI

+33 1 58 16 05 84

johanna.melka@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Michel Bernardini

+33 1 42 98 05 71

michel.bernardini@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE



CONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité



EMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes



PERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents



ECOFASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...



ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...



ECOTV

Tous les mois, nos économistes décryptent l'actualité économique, en images



ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ? La réponse dans vos deux minutes d'économie



EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquels il a été élaboré.

BNP Paribas est en France constituée en société anonyme. Son siège est situé au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris. Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

Pour certains pays de l'Espace Economique Européen :

Le présent document a été approuvé en vue de sa publication au Royaume-Uni par BNP Paribas Succursale de Londres. BNP Paribas Succursale de Londres est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudential et autorisée et soumise à une réglementation limitée par la Financial Services Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails de l'autorisation et de la réglementation par la Financial Services Authority.

Le présent document a été approuvé pour publication en France par BNP Paribas SA, constituée en France en société anonyme et autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudential (ACP) et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009, Paris, France.

Le présent document est distribué en Allemagne par BNP Paribas Succursale de Londres ou par BNP Paribas Niederlassung Francfort sur le Main, une succursale de BNP Paribas S.A. dont le siège est situé à Paris, France. BNP Paribas S.A. Niederlassung Francfort sur le Main, Europa Allee 12, 60327 Francfort, est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudential et est autorisée et soumise à une réglementation limitée par le Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin).

Etats-Unis : le présent document est distribué par BNP Paribas Securities Corp., ou par une succursale ou une filiale de BNP Paribas ne bénéficiant pas du statut de broker-dealer au sens de la réglementation américaine. BNP Paribas Securities Corp., filiale de BNP Paribas, est un broker-dealer enregistré auprès de la Securities and Exchange Commission et est membre de la Financial Industry Regulatory Authority et d'autres bourses principales. BNP Paribas Securities Corp. n'accepte la responsabilité du contenu d'un document préparé par une entité non américaine du groupe BNP Paribas que lorsqu'il a été distribué à des investisseurs américains par BNP Paribas Securities Corp.

Japon : le présent document est distribué au Japon par BNP Paribas Securities (Japan) Limited, ou par une succursale ou une entité du groupe BNP Paribas qui n'est pas enregistrée comme une maison de titres au Japon, à certaines institutions financières définies par l'article 17-3 alinéa 1 du décret d'application de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, est une maison de titres enregistrée conformément à la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers et est membre de la Japan Securities Dealers Association ainsi que de la Financial Futures Association du Japon. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Succursale de Tokyo, n'accepte la responsabilité du contenu du document préparé par une entité non japonaise membre du groupe BNP Paribas que lorsqu'il fait l'objet d'une distribution par BNP Paribas Securities (Japan) Limited à des entreprises basées au Japon. Certains des titres étrangers mentionnés dans le présent document ne sont pas divulgués au sens de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers.

Hong-Kong : le présent document est distribué à Hong Kong par BNP Paribas Hong Kong Branch, filiale de BNP Paribas dont le siège social est situé à Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch exerce sous licence bancaire octroyée en vertu de la Banking Ordinance et est réglementée par l'Autorité Monétaire de Hong Kong. BNP Paribas Hong Kong Branch est aussi une institution agréée réglementée par la Securities and Futures Commission pour l'exercice des activités réglementées de types 1, 4 et 6 [Regulated Activity Types 1, 4 et 6] en vertu de la Securities and Futures Ordinance.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site

<https://globalmarkets.bnpparibas.com>

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT

[voir le site des études économiques](#)

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN

[voir la page linkedin des études économiques](#)

OU TWITTER

[voir la page twitter des études économiques](#)



Bulletin édité par les Etudes Economiques - BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas.com - www.economic-research.bnpparibas.com

Directeur de la publication : Jean Lemierre / Rédacteur en chef : William De Vijlder



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change